

Futurologie et Politique

par Alfred FRISCH,

Directeur de la revue « Les Problèmes de l'Europe ».

★

Notre époque adore la science et la technique. Leur heureux mariage justifie tous les espoirs, car ce couple est jugé capable de trouver des solutions à tous les problèmes qui préoccupent notre société. Le Conseil de l'Europe, souvent trop pusillanime, n'a-t-il pas dernièrement réuni une conférence parlementaire et scientifique qui s'est fièrement occupée du « défi lancé à la souveraineté nationale par la technologie fondée sur la science » ? Son rapporteur, qui n'est peut-être pas par hasard cofondateur du Club de Rome, a recommandé aux gouvernements de « créer un centre transdisciplinaire indépendant de réflexion et de recherche pour évaluer les incidences globales des progrès technologiques projetés ». On ne saurait guère donner une meilleure expression à une rêveuse arrogance technico-scientifique, qui est basée sur la conviction indiscutable que dans notre monde perfectionné, il est possible de tout prévoir, de tout planifier et de tout calculer à moyen ou long terme, en oubliant, bien entendu, les impondérables humains, c'est-à-dire les réactions heureusement encore imprévisibles de l'homme. En face de cette ambition démesurée, dont l'assurance n'est nullement amoindrie par une multitude d'erreurs et d'échecs, surtout au cours des dernières dix années, une démystification nous paraît utile. Nous voudrions notamment attirer l'attention sur un certain nombre d'ambiguïtés et de définitions trop superficielles, afin de faire ressortir les limites de la prévision ainsi que le caractère plutôt aventureux d'une futurologie, qui voudrait bien se transformer en science.

L'abandon de la prospective.

La futurologie doit sa naissance à la prospective, que ses protagonistes, notamment le français Gaston Berger, ont conçue, peu après la dernière guerre mondiale, comme une méthode destinée à améliorer les prévisions,

en essayant notamment de faire entrer dans les calculs les impondérables humains. Contrairement aux habitudes traditionnelles, la prospective ne se base pas sur des extrapolations et des courbes exponentielles, mais s'efforce de tenir compte des éléments qui peuvent intervenir d'une façon plus ou moins imprévue pendant la période envisagée pour influencer l'évolution des données. A notre avis, seule une futurologie prospective est valable, déjà pour la simple raison qu'elle n'aboutit pas à des affirmations, mais qu'elle conserve un caractère spéculatif. Son objectif n'est d'ailleurs pas de prévoir l'avenir, mais d'attirer l'attention sur des tendances d'évolution susceptibles d'être modifiées en cours de route par des interventions appropriées.

Il est donc très regrettable que nos futurologues actuels se soumettent de moins en moins à la stricte discipline de la prospective. Leur attitude est d'ailleurs compréhensible, car rien n'est plus difficile que de faire entrer dans l'ordinateur des impondérables. Les experts n'aiment pas beaucoup remplacer leurs certitudes par des doutes. Ils préfèrent travailler avec des variantes, avec des hypothèses hautes et basses et d'autres subterfuges, qui ont tous le même défaut d'être intimement liés à la méthode linéaire. On ne fait pas la prospective lorsqu'on annonce trois ou quatre résultats différents, qu'on obtiendra en prenant dès maintenant telle ou telle décision. Une futurologie n'a de sens que lorsqu'elle dépasse la prévision simple et admet, dès le départ, la fragilité de ses hypothèses en raison des inconnues qui peuvent entrer en jeu à n'importe quel moment. Bien entendu, on attend d'elle qu'elle découvre un maximum de ces inconnues. Ceci suppose qu'elle ne travaille pas seulement avec un ordinateur, mais qu'elle associe à ses travaux, d'une part, des historiens et, d'autre part, des sociologues et des psychologues capables d'établir leurs analyses à partir des réalités quotidiennes et non pas en conformité avec un engagement politique pris d'avance.

A tort ou à raison, l'observateur indépendant a l'impression que beaucoup de futurologues partent de la conviction ou de la crainte que certaines choses arriveront à une certaine date. Le but de leur travail consiste alors de rechercher les éléments capables de démontrer l'exactitude de leur propre opinion. Il est particulièrement inquiétant que la majorité de nos experts de toutes sortes qui se donnent la vocation de mobiliser l'opinion publique pour une bonne cause sont politiquement orientés, sinon nettement engagés. La futurologie se transforme dans ce cas d'une parascience en instrument politique ou économique. L'écologie est un terrain de prédilection pour cette attitude antiscientifique.

Dans la même catégorie, on trouve les sociologues (1) et les psychologues qui considèrent la lutte des classes et la responsabilité de la société pour tous les maux existants comme l'élément de base de leurs recherches ou de leurs réflexions. Or, le véritable futurologue devrait être libre de toute idée préconçue, s'appuyer exclusivement sur des réalités certaines et travailler dans l'ignorance totale des résultats auxquels il parviendra finalement en s'inspirant des règles de la prospective.

Souvent, il y a confusion entre prévision et prédiction. Un expert n'a pas à annoncer des catastrophes futures, car dans ce cas, il n'est pas neutre, mais prend position. Toute prédiction suppose un engagement qui est contraire à l'objectivité et qui rend, par conséquent, la valeur d'une prévision extrêmement douteuse. Malheureusement, dans notre période de vulgarisation permanente, dans laquelle les perspectives les plus aventureuses sont immédiatement exploitées et arbitrairement interprétées, le monde des experts fait de moins en moins une distinction nette entre la science et la politique, c'est-à-dire entre la prévision et la prédiction. Le Club de Rome a été à cet égard un exemple caractéristique. Nous ne le mentionnons qu'en passant, parce que nous n'avons pas l'intention d'engager avec lui une polémique, ni d'insister sur un certain nombre d'erreurs, de faux calculs et d'absurdités, qui sont déjà presque du domaine public. Il importe davantage de découvrir les racines les plus profondes de l'échec des prévisions en général et de la futurologie en particulier.

Globalisation et spécialisation.

Deux défauts faussent souvent les résultats : la globalisation et la spécialisation. On tire des conclusions de statistiques mondiales, sans se soucier suffisamment des situations régionales ou nationales particulières. En même temps, chaque futurologue s'accroche pour ses prévisions, souvent faites sur une base mondiale globale, à son propre secteur, sans tenir compte des multiples interdépendances et sans envisager une synthèse qui devrait nécessairement se baser sur une pensée et une recherche interdisciplinaires. Plus le champ de la prévision est large, plus elle semble tentante et aussi dépourvue de risques. Il est évidemment plus facile de démontrer des erreurs de jugement dans un cadre restreint que dans une audacieuse envolée mondialiste, dont les affirmations

(1) Citons, à titre d'exemple, le sociologue Alain Touraine qui a ouvertement pris position à diverses reprises pour une sociologie politiquement engagée.

fréquemment arbitraires ne sont que difficilement contrôlables par l'observateur moyen.

L'exemple le plus frappant de la mauvaise globalisation est fourni par les considérations démographiques. On annonce un monde catastrophiquement surpeuplé, en ne faisant aucune distinction entre les pays à fort et faible taux de natalité. On n'oublie pas seulement les différences fondamentales qui existent entre les pays industrialisés et le tiers monde, mais aussi entre les pays sous-développés et déjà surpeuplés, privés de ressources, telle que l'Inde, et d'autres qui manquent d'hommes pour assurer leur progrès économique ou qui disposent encore d'espaces énormes, telles que certaines régions d'Afrique et d'Amérique Latine. En s'appuyant sur des prédictions mondiales plus ou moins sérieuses, on recommande ensuite des politiques démographiques globales qui sont parfaitement inadaptées à une partie importante du monde.

Cette absurde globalisation crée, par ailleurs, une regrettable confusion dans les discussions internationales sur l'organisation des marchés des matières premières (2). Pour des raisons inexplicables, les matières premières sont intimement liées à la politique de développement, avec cette supposition parfaitement inexacte que les fournisseurs de produits de base sont d'office exploités par les pays industrialisés qui, selon la vieille doctrine anglaise, assoient leur richesse sur la transformation de matières premières achetées à bon compte. Encore maintenant, après plusieurs sessions spéciales des Nations Unies et après des multiples autres discussions internationales, le tiers monde veut ignorer cette réalité que les pays industrialisés fournissent environ 60 % des exportations mondiales de produits de base.

La spécialisation des futurologues est encore plus néfaste. En partant d'une analyse donnée, on recommande des solutions pour son propre domaine, en faisant abstraction avec une insouciance admirable de leurs répercussions sur d'autres secteurs de la vie économique ou sociale. Les écologistes raisonnent ainsi comme si l'argent ne jouait aucun rôle et comme s'il était possible de combattre les différentes formes de pollution avec une croissance zéro, sans pourtant renoncer à une politique sociale dynamique. On pourrait citer beaucoup de noms, des membres du Club de Rome aussi bien que des prophètes français ou américains, mais il ne nous paraît pas indiqué d'engager ici une polémique. Il est significatif que pratiquement dans tous les Etats, on ne calcule que la

(2) Rappelons, notamment, les débats et tractations de coulisse de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays non engagés qui a eu lieu en février 1976 à Manille.

charge immédiate des investissements collectifs en faveur des crèches, des écoles, des universités et des hôpitaux, sans penser, dès le départ, au coût ultérieur pour le fonctionnement et l'entretien. On déclenche ainsi sans cesse un processus budgétaire qui aboutit nécessairement à des déficits croissants. Pourtant, il serait fort simple de déterminer d'avance, au moins pour une période de cinq ou dix ans, le taux d'accroissement des dépenses courantes résultant des investissements sociaux collectifs.

Dans le domaine social, nos futurologues manquent en tout cas autant de courage que les hommes politiques. Personne n'ignore réellement que, dans presque tous les pays de l'Europe occidentale, la charge sociale atteindra entre 1980 et 1985 un taux insupportable. Ensemble avec la charge fiscale, elle risque d'enlever à la population la libre disposition d'environ 60 % de son revenu (3). Personne n'ose, cependant, établir des prévisions. Lors d'un récent colloque organisé par le Conseil de l'Europe sur la politique sociale, un seul rapporteur a abordé ce problème, bien entendu, sans provoquer des réactions, parce que les gouvernements, les syndicats, les partis politiques et, évidemment surtout, nos sociologues et futurologues préfèrent fermer les yeux pour ne pas être accusés par une opinion publique intentionnellement mal informée d'être des réactionnaires.

La responsabilité de ceux qui préconisent l'abaissement de l'âge de la retraite n'est pas moins grande. Une fois de plus, ils ne voient qu'un petit aspect du problème. Certes, on ne saurait entièrement éluder le financement, ni l'équilibre entre une population active et non active, mais personne ne se préoccupe dans ce contexte des conséquences psychologiques d'une retraite d'autant plus précoce que la médecine prolonge de plus en plus la durée de la vie. Bien sûr, les âmes sociales demandent à l'Etat et aux entreprises de préparer les travailleurs à la retraite pour éviter un choc trop grave, lorsque l'individu passe brutalement de l'activité à l'oisiveté. Ces sociologues, trop exclusivement intéressés au sort des personnes âgées, ne se laissent point impressionner par les difficultés rencontrées partout pour l'organisation des loisirs à la suite de la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail. En plus, la meilleure préparation à la retraite ne change rien à l'impossibilité psychologique de condamner une fraction croissante de la population à partir de 55 ou 60 ans à l'inactivité et pratiquement au néant quotidien (4).

(3) Nous nous référons à des études des services de prévision du ministère français de l'Economie et des Finances ainsi qu'à des calculs du patronat allemand (BDI).

(4) Le sociologue et démographe français Alfred Sauvy a admirablement mis en lumière ces problèmes.

Les faux esprits linéaires.

Le raisonnement linéaire, l'incapacité de nombreux experts d'imaginer l'avenir autrement que comme une prolongation plus ou moins corrigée du passé récent, est une autre faiblesse des futurologues qui tournent ainsi carrément le dos à la prospective. Le plus étonnant est à cet égard la répétition permanente des faux jugements antérieurement établis d'après les mêmes méthodes superficielles. Les maîtres de la prévision acceptent avec une nonchalance extraordinaire leurs échecs, pour faire ensuite, avec une conviction également profonde, de nouvelles prédictions. Peut-être ne tiennent-ils même pas particulièrement à avoir raison, car le principal but semble être de fournir à la technocratie des statistiques lui permettant d'établir des règlements de toutes sortes afin d'intervenir selon sa guise dans l'évolution du processus économique et social. Trop souvent, la prévision est aujourd'hui dans beaucoup de pays un instrument politique hautement discutable.

La méthode linéaire fait abstraction de la majeure partie des interactions, des réactions possibles et parfaitement imaginables. La crise pétrolière a ainsi donné lieu à des aberrations incroyables. Les spécialistes de la Banque Mondiale ont effectué pour les excédents en devises des pays pétroliers des calculs strictement linéaires, en ne rectifiant que légèrement vers le bas les courbes de consommation de pétrole et en ne tenant que très insuffisamment compte de l'accroissement des importations des pays producteurs, ni des effets probables de l'augmentation de la production de pétrole résultant de la hausse des prix. Assez curieusement, la théorie des quantités marginales, qui avait toujours occupé une place considérable dans la science économique, semble avoir été tout simplement éliminée. Pourtant, sur un énorme marché pétrolier, dépendant largement des moyens de transport et des capacités de stockage, une variation de quelques pour-cent dans un sens ou dans l'autre peut avoir des répercussions considérables sur les prix. Les spécialistes de la Banque Mondiale, fidèlement suivis par ceux des grandes banques privées et des gouvernements, ont, bien entendu, appliqué la méthode globale, supposant ainsi sans raison que les excédents de l'Indonésie ou du Nigéria s'accumuleront de la même façon que ceux de l'Arabie Séoudite ou du Koweït. Aucun n'a, à un seul instant, envisagé la possibilité que les besoins en devises pour les plans de développement dépasseraient rapidement en plusieurs pays les recettes pétrolières.

Dans une récente étude, la First National City Bank de New York fait remarquer que les membres du Club de Rome ont fait leurs prévisions apocalyptiques sur l'épuisement des matières premières sans

s'occuper des travaux de la Commission Parley qui avait été chargée en 1950 par le Président des Etats-Unis d'examiner si vingt ans plus tard une économie américaine en forte croissance disposerait encore des ressources nécessaires en matières premières. Les conclusions de cette Commission étaient fort pessimistes, mais en réalité, les innovations technologiques rapides, de forts gains de productivité et une grande stabilité des prix ont, dès 1952, assuré un parfait équilibre entre la croissance et la production de matières premières. Autrement dit, la pénurie provisoire provoque une hausse des prix qui freine la consommation en éliminant des gaspillages, tout en encourageant la recherche et, par conséquent, la production globale ultérieure. Ajoutons qu'on vient de constater, contrairement à d'autres prévisions pessimistes, que le taux d'accroissement des forêts soviétiques et canadiennes est supérieur à la quantité des arbres abattus et que la forêt française, qui s'accroît actuellement au rythme moyen de 60.000 à 80.000 hectares par an, a passé entre 1830 et 1975 de 8,5 à 15 millions de hectares (5).

La démographie et le bonheur.

La méthode linéaire n'accorde, d'autre part, aucune place à l'auto-régularisation, c'est-à-dire à l'adaptation constante du comportement des individus et des groupes à des situations nouvelles, qu'elles soient encourageantes, contraignantes ou menaçantes. Cette autorégularisation, dont les lois naturelles sont pratiquement encore inexplorées, joue particulièrement dans le domaine démographique. Aucun futurologue ne paraît troublé par la faillite ridiculisant des théories de Malthus. Les experts des Nations Unies prédisent ainsi à l'Inde avec la plus parfaite tranquillité d'esprit pour 2075 presque 2 milliards d'habitants contre 600 millions en 1974, et ceci gentiment d'après une hypothèse basse. L'Inde serait alors encore favorisée par rapport au Bangladesh qui devrait supporter une densité de presque 2.000 habitants au kilomètre carré contre 600 en Inde, 135 en Chine et seulement 41 au Brésil (6). On voudrait bien savoir comment l'Inde pourrait absorber 2 milliards d'hommes et comment la population du Bangladesh pourrait survivre avec une densité qui paraît absurde. Il est évident que les courbes démographiques n'évoluent ni arithmétiquement ni géométriquement, mais selon les règles imprévisibles d'une société encore humaine, dont les membres savent réagir raisonnablement ou instinctivement. A partir d'un

(5) Ces informations sont fournies par le Ministère français de l'Agriculture.

(6) Selon les statistiques reproduites par l'Institut National d'Etudes Démographiques à Paris.

certain moment, toute explosion démographique se transforme en frein. Il faut aussi faire entrer en ligne non pas seulement le progrès économique et social, mais aussi la télévision et d'autres instruments techniques qui transforment le comportement humain, d'une façon ou d'une autre.

La futurologie souffre, en outre, d'une confusion des notions. Il est particulièrement troublant qu'elle traite sur le même niveau les données matérielles et le bonheur, qui est strictement individuel et fonction de la finalité que chacun souhaite, peut ou veut donner à sa vie. Cette confusion est grave, car il est évident qu'une société libre doit absolument laisser le bonheur dans le domaine réservé de l'individu. En effet, dès qu'un système politique se propose de rendre heureux ses citoyens, il est à la longue obligé de leur imposer une conception globale de leur existence, sans se soucier de leurs préférences personnelles.

Dans ce contexte, le comportement de la psychologie nous paraît assez instructif. Pour chaque être humain, elle s'efforce d'analyser les causes d'un déséquilibre, en fouillant le passé des individus et en recherchant la responsabilité de l'environnement, c'est-à-dire de préférence de la société. Ce bilan, une fois établi, elle essaie de guérir l'individu selon des règles plus ou moins scientifiques. Or, l'homme n'est pas un ordinateur. La connaissance des données n'est pas tout et la réponse ne saurait que rarement être conforme à des normes. Une psychologie détachée de la philosophie, c'est-à-dire de la finalité de la vie, nous paraît donc être un non-sens. Il en est de même pour une futurologie qui ne fait confiance qu'aux statistiques et qui ne laisse à l'homme qu'un rôle secondaire. Sur la base de ses analyses, elle a parfaitement le droit de faire des propositions, mais qu'elle cesse d'enfermer la société dans ses prévisions qui provoquent le plus souvent des mouvements de peur, si leur exagération n'incite pas les foules à l'insouciance, car fort heureusement, aucun groupe humain n'est à la longue capable de vivre dans un climat d'apocalypse.

Une attitude ahistorique.

Les futurologues comme les politologues se montrent aussi parfaitement indifférents envers l'histoire. Ils ne reconnaissent pratiquement aucun lien entre le passé et l'avenir. Leur tâche ne consiste qu'à analyser le présent pour pouvoir prévoir le futur. Malheureusement, cette attitude ahistorique se répand de plus en plus et aboutit nécessairement à des jugements superficiels. Citons l'exemple d'un politologue valable et estimé qui reproche à l'Eglise catholique allemande d'être beaucoup moins préoccupée par les problèmes sociaux que les évêques

français, pour en conclure qu'il y a d'un côté du Rhin une situation réactionnaire et de l'autre un esprit social éclairé. S'il s'était référé à l'histoire, qu'il n'ignore d'ailleurs point, il se serait rappelé que les évêques allemands étaient devenus conscients de leurs devoirs sociaux environ un siècle avant leurs collègues français et qu'ils appuyaient les partis de gauche lorsque les autres étaient intimement liés à une droite ultra-conservatrice. Il est donc normal que le comportement de l'Eglise catholique allemande est dans le domaine social libre de toute mauvaise conscience, réaliste et peut-être trop modérée, pour la simple raison que ceux qui ont un retard à rattraper sont plus audacieux et plus éveillés que ceux qui croient déjà avoir accompli une bonne partie de leur tâche.

La futurologie de l'environnement à laquelle le Club de Rome se réfère largement est particulièrement ahistorique. Elle ne veut pas savoir que les fleuves et les ports étaient infiniment plus pollués au Moyen Age et au XVIII^e siècle qu'à présent. Leurs collègues d'autrefois ont annoncé depuis les temps des Romains des catastrophes qui, fort heureusement, n'ont pas eu lieu. Le phénomène de surpeuplement se rencontre d'une façon ou d'une autre également dans toutes les phases de l'histoire. Les riches Romains ont construit des résidences secondaires, parce que la vie dans la capitale était devenue insupportable à cause de nuisances de toutes sortes. Jules César interdisait dans les quartiers d'habitation de Rome et des villes de moindre importance la circulation des voitures de livraison durant les heures nocturnes. Des regards plus fréquents vers le passé rendraient sans doute nos futurologues plus modestes et surtout plus prudents.

Etant ahistorique, la futurologie ignore évidemment le facteur temps. La superposition des évolutions et la force de freinage des traditions échappent fréquemment à ces experts, pénétrés de l'esprit linéaire. Ils sont fermés à tout changement qui ne serait pas le résultat de leurs prévisions. Entre l'analyse d'une situation donnée et leurs recommandations pour l'avenir, tout changement est interdit. Ils croient, en outre, toujours encore à l'accélération de l'évolution, en grande partie, parce qu'ils négligent le fait qu'un certain nombre de données qu'ils présentent comme des nouveautés ont déjà existé dans le passé sous des formes semblables. En réalité, une planification ne serait possible que si les étapes de l'évolution correspondaient approximativement à une durée raisonnable de prévision. Cette planification est limitée au moyen terme, c'est-à-dire à environ cinq ans, car au-delà, elle se transforme en spéculation. Or, les transformations des données, qu'il s'agisse de l'énergie ou de la démographie, pour ne choisir que deux exemples, s'effectuent dans des périodes de trente à cinquante ans. Nos planifi-

cateurs avaient dans une première phase compté avec une utilisation assez rapide de l'énergie atomique dans des proportions considérables et à des conditions rentables. Dans une deuxième phase, principalement depuis la crise pétrolière, ils ont plutôt tendance à sous-estimer ces possibilités, d'ailleurs hypothéquées par les incertitudes de la politique américaine qui a actuellement un caractère irrationnel, surtout dans les secteurs qui touchent à l'écologie (7). Cette situation devrait également inciter les futurologues à la plus grande prudence.

Notons aussi que pour l'approvisionnement en énergie, le temps, cet ennemi de la prévision, apporte sans cesse de nouvelles données. Les réserves pétrolières du Koweït risquaient de s'épuiser en quelques dizaines d'années. De nouvelles études viennent, cependant, de démontrer qu'elles pourront être exploitées au rythme actuel au moins encore pendant un siècle. Rien n'est plus absurde que de juger les possibilités de croissance de l'an 2000 d'après nos connaissances actuelles des possibilités d'approvisionnement en énergie et en matières premières.

Nous voudrions, enfin, faire remarquer que la politique sera toujours la grande inconnue de la futurologie. Il est inadmissible de la considérer dans le travail prévisionnel comme une constante, étant donné que l'évolution dépendra presque toujours de l'existence et de l'orientation d'une volonté politique. La politique n'est pas seulement l'art du possible, mais dans notre époque plutôt une navigation dans l'imprévisible. Le pragmatisme de plus en plus répandu prouve l'incapacité de la mise au point d'une politique à long terme. Un peu partout, les décisions sont prises du jour au jour, souvent imposées par des circonstances inattendues. Quelle est, dans ces conditions, la crédibilité de la futurologie ? A la rigueur, on peut encore prévoir des courbes de consommation ou de production, de même que les conséquences d'une industrialisation poussée sur l'environnement, mais le facteur politique échappe totalement à la futurologie, qui prend ainsi un caractère hautement spéculatif.

(7) Voir les travaux de l'Agence Internationale de l'Energie à Paris.

